



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 11 juin 2018

Centrafrique : solidaires de la population centrafricaine, nous refusons de voir s'imposer le règne de la terreur.

Nous, organisations engagées en République Centrafricaine, sommes profondément préoccupées par la sévère dégradation de la situation sécuritaire en République Centrafricaine. Une succession d'événements tragiques ont marqué le début de l'année 2018, sabotant les efforts quotidiens de la population pour préserver le vivre-ensemble et faire face aux défis de la pauvreté.

Le 29 juin 2018, à l'évêché du Diocèse de Bambari, L'abbé Firmin Gbagoua, Vicaire général depuis 2004, a été assassiné par balles par des éléments de groupes armés.

Il était profondément engagé en tant que prêtre proche des fidèles, en tant qu'intellectuel, en tant qu'homme de terrain comme Secrétaire Diocésain de la Caritas Bambari depuis 2010.

Depuis mars 2018, il s'agit du 3^{ème} prêtre assassiné dans ce pays. Lieux de refuge, havres d'accueil pour l'ensemble des populations, les communautés religieuses ont été violemment visées et touchées. L'assaut du 10 avril au quartier majoritairement musulman du Pk5 à Bangui, et les troubles qui en ont découlés, ont également fait de nombreuses victimes. Pourtant de plus en plus de voix s'élèvent pour affirmer que ces violences n'ont pas pour origine un rejet entre communautés de différentes confessions, qui vivent ensemble depuis longtemps.

Ces événements tragiques s'inscrivent dans une dégradation générale et rapide de la situation sécuritaire du pays depuis plusieurs mois, motivés par des raisons autres, notamment l'intérêt pour les richesses naturelles du pays.

Une géographie de la terreur s'est imposée, avec de nombreuses villes et plusieurs villages assiégés : Batangafo, Mobaye, Zemio, Ndele, Bria, Bambari, l'axe Mbres - Kaga Bandoro. En effet, 14 des 16 préfectures restent dominées par des groupes armés, composés en partie d'éléments étrangers, franchissant aisément les frontières difficiles à garder. Ces groupes, instables dans leur composition et leurs alliances, nébuleux dans leur organisation, pratiquent viols, rapt et traite d'êtres humains.

Face à cet état de fait, l'Etat peine à rétablir son autorité et assurer ses fonctions régaliennes.

A l'heure actuelle, on compte près de 700 000 personnes déplacées, et près de 500 000 réfugiées à l'étranger, selon Najat Rochdi, coordinatrice humanitaire des Nations Unies en RCA.

En cette année 2018, 70ème anniversaire de la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, nous sommes profondément attristés et préoccupés par cette situation qui meurtri tout un peuple, qui voit, impuissant, se désagréger un vivre ensemble jusque-là possible entre différentes communautés sur le territoire.

Nous, organisations solidaires de la population centrafricaine :

- **Nous condamnons fermement toutes formes violences**, et rappelons que toutes les vies sont précieuses ;
- **Nous apportons tout notre soutien aux efforts déployés par les responsables des différentes communautés pour résister** à tout ce qui attise les divisions et la haine, détruisant la cohésion nationale ;
- **Nous demandons que la justice s'exerce à travers la poursuite des criminels impliqués dans les assassinats**, dont ceux des 3 prêtres, et qu'aucun crime ne reste impuni ;
- **Nous demandons au gouvernement centrafricain de dénoncer les actes odieux** et barbares perpétrés, et de combattre les groupes armés illégitimes qui déstabilisent le pays, et précarisent dramatiquement la vie des centrafricains ;
- **Nous demandons au gouvernement centrafricain, ainsi qu'à la communauté internationale, de mobiliser tous les organes en mesure de protéger les populations** et en particulier les leaders de réconciliation et de paix ;
- **Nous demandons aux autorités françaises et européennes** de dénoncer publiquement la dramatique situation centrafricaine ;
- **Nous réaffirmons notre solidarité** avec la population centrafricaine, qui n'aspire qu'à vivre en paix dans la richesse de sa diversité culturelle et confessionnelle dans ce pays qui est le sien, une population qui travaille avec ses moyens et toute son intelligence pour briser la spirale de la pauvreté et de la violence.

S'unir dans une lutte contre la pauvreté, en appliquant de façon déterminée une démarche inclusive, exiger ensemble une justice nationale et internationale impartiale, soutenir et renforcer solidairement tous les efforts du vivre-ensemble et du respect mutuel tracent un chemin sûr vers la paix durable.

Signataires

Académie de la Paix
ATD Quart Monde
Aides Aux Eglises d'Afriques
Conférence des Evêques de France
Congrégation St Esprit - France
Délégation Catholique pour la Coopération
Observatoire Pharos
Pax Christi - France
Secours Catholique Caritas France

Contact presse

Christelle Bresin, Secours Catholique/
Caritas France
christelle.bresin@secours-catholique.org
+33 1 45 49 73 23